

Rapport de gestion CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre clos le 31 mars 2017



FIERACAPITAL

Table des matières

Mode de présentation	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société	2
Événements importants	3
Vue d'ensemble des marchés et de la conjoncture économique.....	4
Sommaire du rendement du portefeuille	6
Principales tendances	7
Points saillants du trimestre clos le 31 mars 2017	9
Résultats financiers	11
Résultats d'exploitation et performance globale.....	13
Sommaire des résultats trimestriels.....	25
Situation de trésorerie et sources de financement.....	32
Contrôles et procédures.....	39
Instruments financiers.....	40
Gestion du capital	40
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	40
Nouvelles méthodes comptables.....	41
Mesures non conformes aux IFRS	43
Risques liés aux activités	44

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 10 mai 2017, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») pour le trimestre clos le 31 mars 2017. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes au 31 mars 2017 et pour le trimestre clos à cette date.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales entièrement détenues. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociété ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales sont présentées séparément dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

Les méthodes comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, avant l'acquisition par la Société afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'a adoptées la Société.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

MODE DE PRÉSENTATION

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et, par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour des états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrite à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Le présent rapport de gestion doit aussi être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour 2016, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat ajusté avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ajusté »), le résultat net ajusté et le résultat en trésorerie comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS sont définies à la page 43.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Fiera Capital a été constituée en tant que Fry & Company (Investment Management) Limited en 1955 en vertu des lois de la province d'Ontario. La Société est un gestionnaire de portefeuille mondial qui propose une gamme complète de solutions de placement traditionnelles et non traditionnelles, y compris une profonde expertise en répartition d'actifs. La Société offre des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Aux États-Unis, les services de conseils en placement sont offerts par deux sociétés américaines liées à la Société, soit Fiera Capital Inc. et Bel Air Management, LLC, qui sont inscrites à titre de conseillers en placement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission (« SEC »). Charlemagne Capital (UK) Limited, société liée à la Société, est inscrite auprès de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement et Charlemagne Capital (IOM) est inscrite à l'île de Man, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement. Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada. Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FSZ ».

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Nomination de Martin Gagnon au conseil d'administration de la Société

Le 23 janvier 2017, Martin Gagnon a été nommé administrateur et membre du conseil d'administration de la Société. M. Gagnon est premier vice-président à la direction, Gestion de patrimoine, de la Banque Nationale et coprésident et cochef de la direction de la Financière Banque Nationale.

Lancement au Canada du fonds commun Fiera Capital Fonds d'actions internationales

Le 15 février 2017, Fiera Capital a complété son offre en termes de fonds commun de placement d'actions étrangères en lançant son nouveau fonds commun Fiera Capital Fonds d'actions internationales (le « Fonds »). Le Fonds investit dans des titres de participation de sociétés bien établies dans les marchés mondiaux, à l'exception, en général, de l'Amérique du Nord. Sa stratégie vise à offrir de solides rendements ajustés en fonction du risque à l'aide d'une structure de portefeuille optimisée. Le Fonds est offert aux conseillers en placement ainsi qu'aux investisseurs individuels.

Fiera Infrastructure fait des ajouts importants à ses actifs

Le 15 janvier 2017 et le 8 mars 2017, Fiera Infrastructure a fait l'acquisition de la participation de 50 % de Suncor Énergie dans le parc éolien de 100 mégawatts Cedar Point II ainsi que l'acquisition d'une participation additionnelle dans Thames Water, d'une valeur approximative de 200 millions de dollars canadiens, auprès de SAS Trustee Corporation. Au 31 mars 2017, les actifs sous gestion de Fiera Infrastructure s'établissaient à 650 millions de dollars.

Événements postérieurs à la date de clôture

Fiera Infrastructure a acquis une participation dans un portefeuille de projets d'énergie solaire et éolienne

Le 10 avril 2017, peu après la clôture du trimestre, Fiera Infrastructure a fait l'acquisition d'une participation indirecte dans un portefeuille de huit projets de production d'énergie solaire et éolienne aux États-Unis, lesquels appartiennent à des sociétés affiliées à D. E. Shaw Renewable Investments, L.L.C. et à d'autres investisseurs, et de trois autres projets dont l'ajout au portefeuille est prévu en 2017. Cette acquisition porte les actifs sous gestion de Fiera Infrastructure à plus de 800 millions de dollars.

Fiera Capital annonce le départ de son président et chef de l'exploitation global

Le 13 avril 2017, le conseil d'administration de Fiera Capital a annoncé qu'il acceptait la démission de Sylvain Brosseau du poste de président et chef de l'exploitation global. M. Brosseau continuera de siéger au conseil d'administration de Fiera Capital.

VUE D'ENSEMBLE DES MARCHÉS ET DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Vue d'ensemble des marchés

La relance des échanges a gagné une certaine vitesse au premier trimestre, en raison principalement de l'amélioration des perspectives de croissance mondiale, du regain des attentes vis-à-vis de l'inflation et des résultats des sociétés supérieurs aux prévisions. Ainsi, l'appétit des investisseurs pour le risque l'a emporté et les marchés boursiers mondiaux ont progressé, toutes les principales régions participant à cette avancée. Sur le plan géographique, les actions américaines ont affiché une hausse parallèle au contexte de saine croissance et aux perspectives de mesures de relance budgétaire du gouvernement Trump, deux facteurs qui ont soutenu les attentes de résultats aux États-Unis. Pendant ce temps, après avoir inscrit les meilleurs résultats sur la planète en 2016, le marché boursier canadien a perdu de la vitesse et a été à la traîne par rapport à ses pairs de par le monde en raison du récent recul des prix du pétrole brut. À l'étranger, les actions internationales ont enregistré une hausse, les investisseurs accueillant favorablement le rebond des perspectives de croissance en Europe et au Japon, tandis que les incertitudes politiques se sont quelque peu estompées après la conclusion positive des élections aux Pays-Bas. Finalement, les actions des marchés émergents ont prospéré dans le contexte de relance et ont dégagé des rendements grandement supérieurs à ceux des marchés des pays développés, tandis que la position des politiques monétaires moins sévère de la Réserve fédérale a poussé le dollar américain à la baisse et les actions des pays en développement à la hausse.

Dans l'intervalle, les taux des obligations d'État, après avoir augmenté pendant la majorité du trimestre, ont modifié leur trajectoire et ont reculé, ce qui s'explique par l'effondrement des prix du pétrole brut et l'échec du gouvernement américain à faire progresser la législation sur les soins de santé, ce qui a remis en question la capacité du président Trump à mettre en place son programme de mesures favorables à la croissance. Ainsi, les marchés à revenu fixe ont affiché des résultats positifs au premier trimestre de 2017. La courbe des taux s'est considérablement aplanie, les titres ayant des échéances à long terme surpassant leurs contreparties à court terme, tandis que la conjoncture de déclin de l'appétit pour le risque a entraîné un élargissement des écarts sur les titres de sociétés et que les obligations d'État ont obtenu des rendements supérieurs aux obligations de sociétés.

Vue d'ensemble de la conjoncture économique

Malgré un contexte politique incertain aux États-Unis et en Europe, l'accélération économique mondiale a persisté, la majeure partie des régions et des secteurs de l'économie mondiale progressant main dans la main.

En 2017, l'économie canadienne montre certains nouveaux signes de vie. Alors que les exportations prospèrent dans un contexte d'amélioration de la demande des États-Unis et de dollar canadien toujours concurrentiel, la reprise des prix du pétrole a interrompu la chute des dépenses des entreprises. Même les consommateurs sont, contre toute attente, demeurés résistants à la suite des solides gains au chapitre de l'emploi et de la hausse des prix de l'immobilier, alors que les dépenses budgétaires devraient offrir un certain soutien à la croissance canadienne au cours de l'exercice.

La reprise économique américaine continue d'être autonome, puisque tant la confiance des consommateurs que celle des entreprises semblent se traduire par des dépenses réelles. Fait à noter, alors que les consommateurs continuent d'être soutenus par un renforcement du marché de l'emploi, le recul des dépenses en immobilisations s'est terminé après plusieurs trimestres de contraction et les dépenses des entreprises rebondissent. L'attention qu'accorde Trump à la revitalisation de l'économie américaine devrait stimuler ces dernières davantage.

L'angoisse politique accrue n'a pas été suffisante pour faire dérailler la progression de l'économie de manière importante dans l'ensemble de l'Europe. Cela étant dit, les incertitudes politiques devraient vraisemblablement régner tout au long de 2017, au cours d'une année qui sera marquée par plusieurs élections en Europe et le début des négociations sur le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne. Au Japon, la hausse des exportations jugulée par la faiblesse du yen a soutenu le secteur manufacturier, bien que la consommation demeure pour le moins médiocre.

Pour terminer, la croissance des marchés émergents est prête à surclasser celle des marchés développés au cours de l'année à venir grâce à la nouvelle accélération de la croissance mondiale et à la résurgence correspondante des prix des marchandises, le tout devant aider les économies émergentes à résister aux coûts d'emprunt plus élevés aux États-Unis. Plus précisément, les perspectives de croissance de la Chine ont été plus solides que prévu, tandis que la phase descendante en Amérique latine semble aussi avoir trouvé un plancher.

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Taux de rendement annualisés

Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe	63,4									
Revenu fixe – Gestion active univers		1,71	0,20	T3	3,56	0,03	T4	1 ^{er} janv. 1997	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion tactique univers		1,18	-0,33	T4	3,45	-0,08	T4	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		2,87	1,36	T1	4,1	0,57	T1	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion active long terme		1,95	0,23	T3	4,83	0,02	T4	1 ^{er} juill. 1998	Indice à long terme FTSE TMX Canada	
Obligations à haut rendement		17,14	0,30	T1	6,83	-0,31	T2	1 ^{er} févr. 2002	Indice de référence à haut rendement	
Actions privilégiées – valeur relative		23,97	2,11	s. o.	3,05	1,87	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	
Obligations infrastructure		3,61	1,92	s. o.	6,05	1,2	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX Canada	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		0,11	-0,10	s. o.	1,96	-0,28	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 years Municipal Index	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		0,11	0,05	s. o.	1,96	0,17	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 years AA+ Municipal Index	
Tax Efficient Core Plus		0,17	-0,04	s. o.	2,32	0,40	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 years Municipal Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		0,08	-0,27	s. o.	1,91	-0,05	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		0,08	0,17	s. o.	1,91	0,15	s. o.	1 ^{er} janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	
Équilibré	4,5									
Fonds équilibré « Core »		12,21	0,67	T2	9,86	1,44	T2	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	
Fonds équilibré intégré		12,76	0,77	T2	10,22*	1,81*	T1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	
Actions	47,7									
Actions canadiennes – « Core »		17,38	-1,24	T2	9,16	1,32	T3	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Opportunités		26,10	7,47	T1	11,26	3,42	T2	1 ^{er} nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions à revenu élevé		21,42	0,35	T1	9,62	2,43	T3	1 ^{er} oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		10,17	-19,32	T4	10,77	7,39	T3	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		16,10	-13,38	T4	11,44	8,06	T2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		18,76	-2,05	T3	21,81	1,78	T1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		15,58	0,43	T2	14,6	2,48	T1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales		19,20	0,87	T2	18,77	2,91	T1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
Apex Large Cap Growth		19,21	3,45	T1	12,62	-0,70	T2	1 ^{er} avril 2007	Russell 1000 Growth	
Apex Mid Cap Growth		25,71	11,64	T1	11,88	-0,07	T2	1 ^{er} mai 2008	Russell MidCap Growth	
Apex Smid Growth		16,96	-2,81	T3	11,26	-0,91	T3	1 ^{er} janv. 1990	Russell 2500 Growth	
Apex Small Cap Growth		6,84	-16,19	T4	9,59	-2,51	T4	1 ^{er} janv. 2006	Russell 2000 Growth	
Emerging Markets Core Growth		17,79	0,57	T2	3,19	2,39	T3	1 ^{er} juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	
Emerging Markets Growth & Income		15,48	-1,74	T3	3,25	2,45	T3	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	
Frontier Markets		39,40	26,55	T1	12,23	6,41	T1	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	
Placements non traditionnels	6,5									
Fonds – Marché neutre nord-américain		-2,00	-2,00	s. o.	4,96	4,96	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Aucun indice de référence	
Fonds – Actions « Long/Short »		-1,93	-1,93	s. o.	14,79	14,79	s. o.	1 ^{er} août 2010	Aucun indice de référence	
Fonds – Financement diversifié		6,20	6,20	s. o.	6,78	6,78	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Aucun indice de référence	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		11,01	9,74	s. o.	5,15	2,93	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Indice à court terme FTSE TMX Canada	
Fonds – Infrastructure		4,49	4,49	s. o.	6,24	6,24	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Aucun indice de référence	
Fonds – Immobilier		8,67	8,67	s. o.	5,68*	5,68*	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Aucun indice de référence	
Fiera Private Lending construction Financing Fund		6,65	6,65	s. o.	7,31	7,31	s. o.	22 nov. 2006	Aucun indice de référence	
Fiera Private Lending Mezzanine Financing Fund		10,99	10,99	s. o.	10,83	10,83	s. o.	21 juill. 2015	Aucun indice de référence	
Charlemagne OCCO Easter European Fund		9,13	9,13	s. o.	9,61	9,61	s. o.	1 ^{er} janv. 2002	Aucun indice de référence	
Total des actifs sous gestion	122,1									

1. Composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).

2. Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.

3. Composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.

4. Les rendements sont libellés en dollars américains.

Informations importantes

– Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, sauf mention contraire.

– Tous les rendements présentés sont annualisés.

– Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.

– Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.

– Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.

– Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.

– Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.

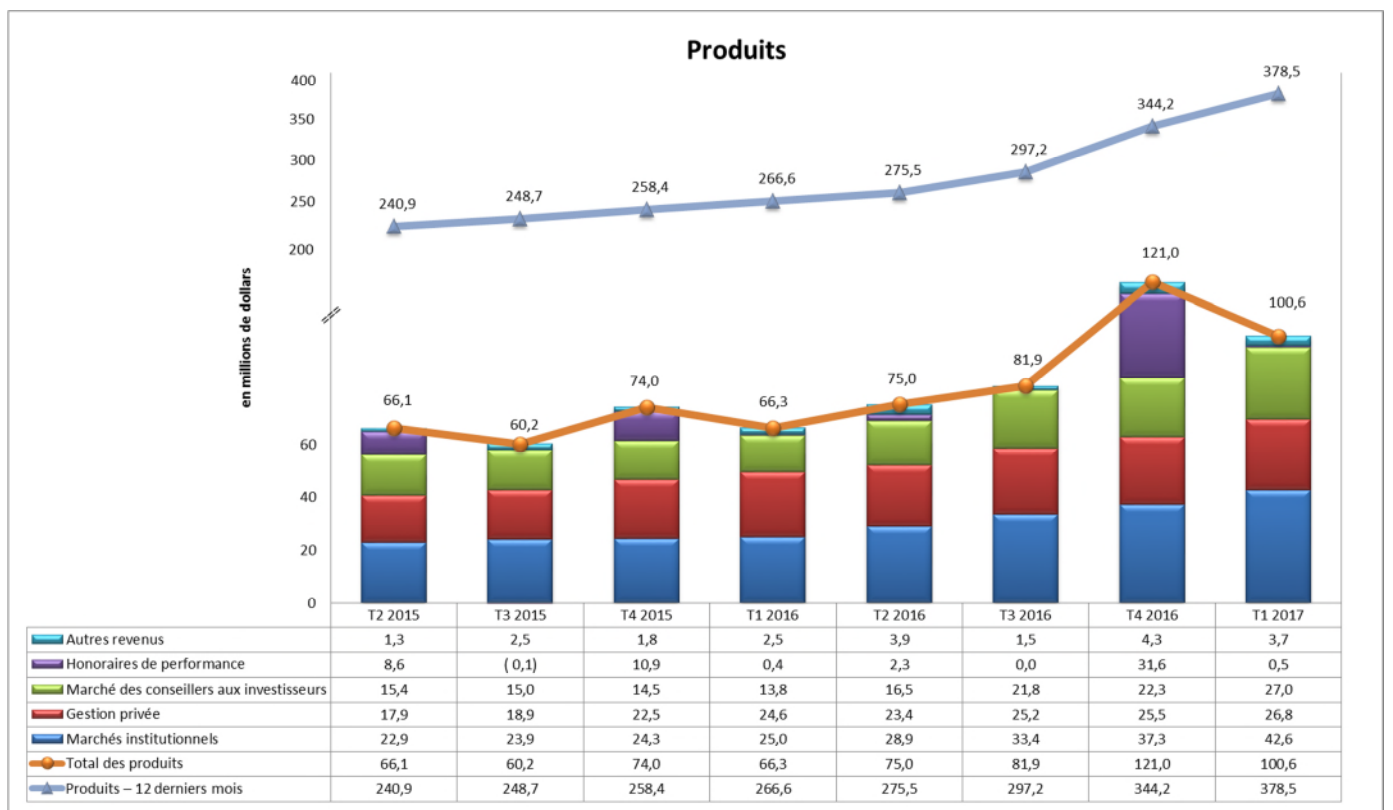
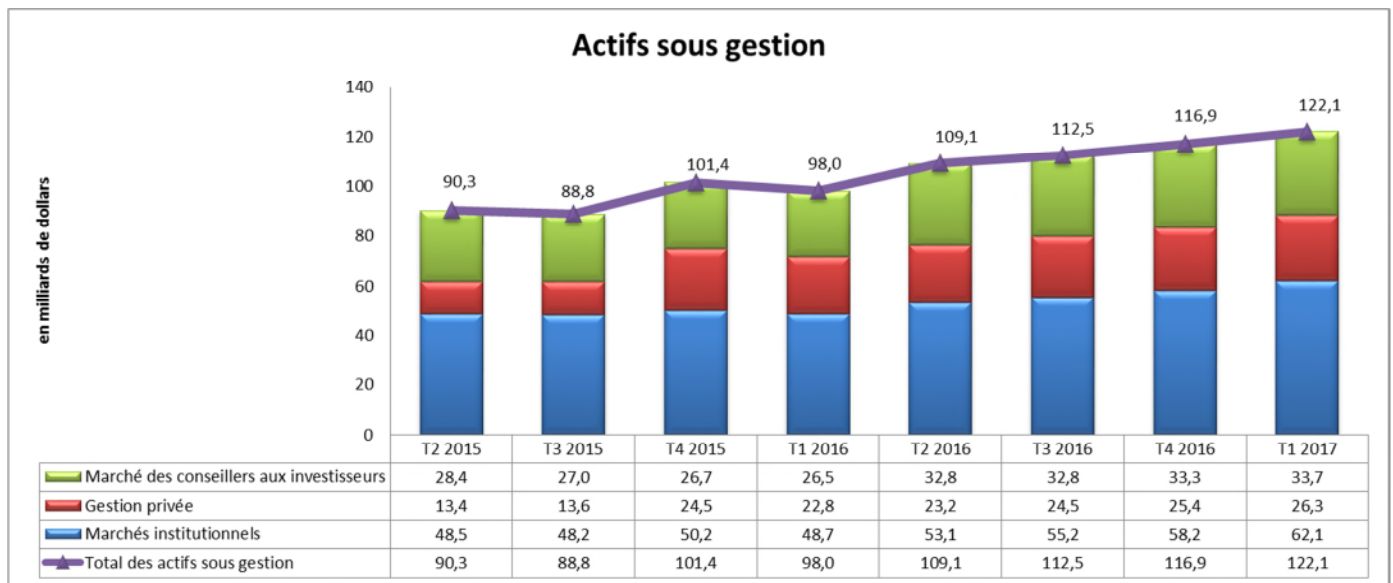
– La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.

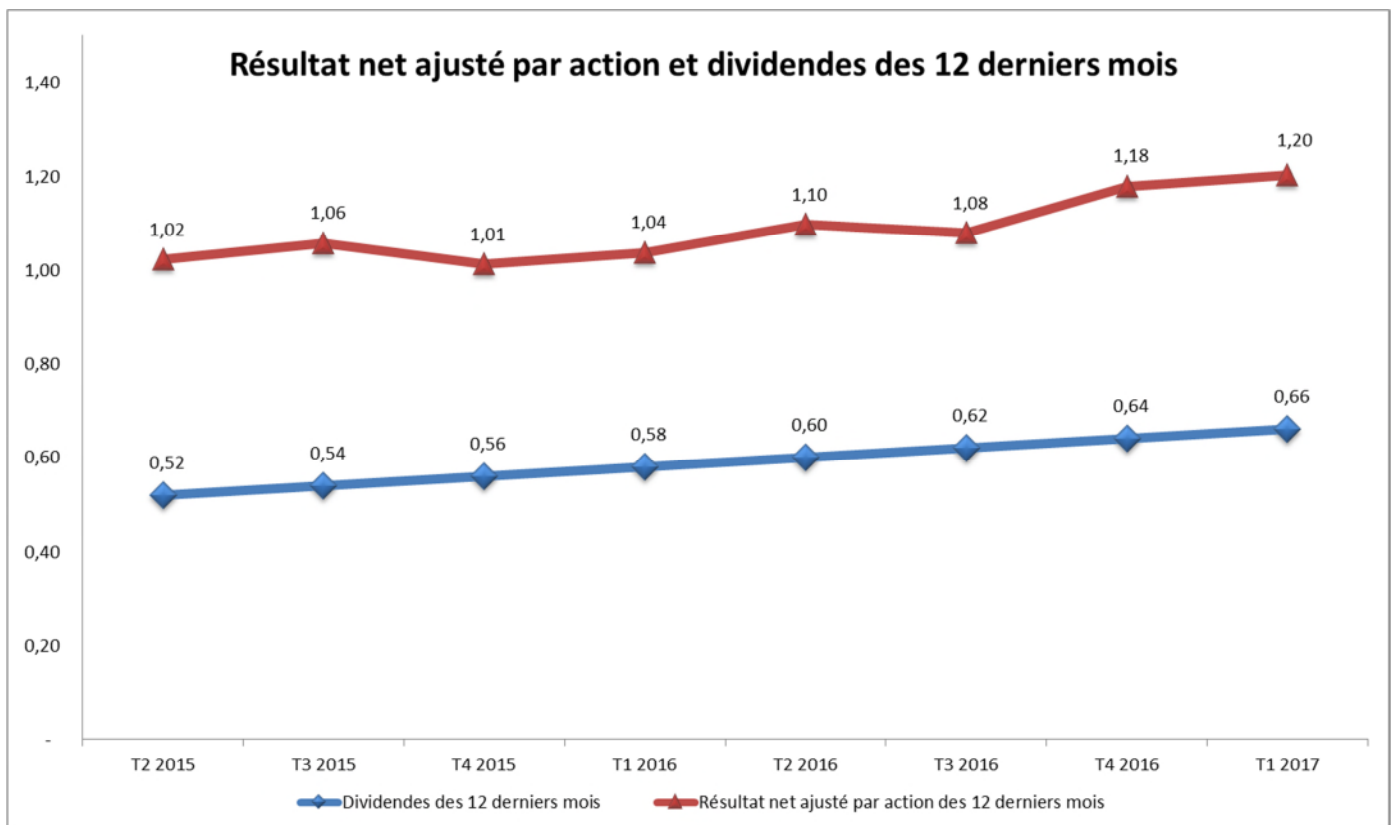
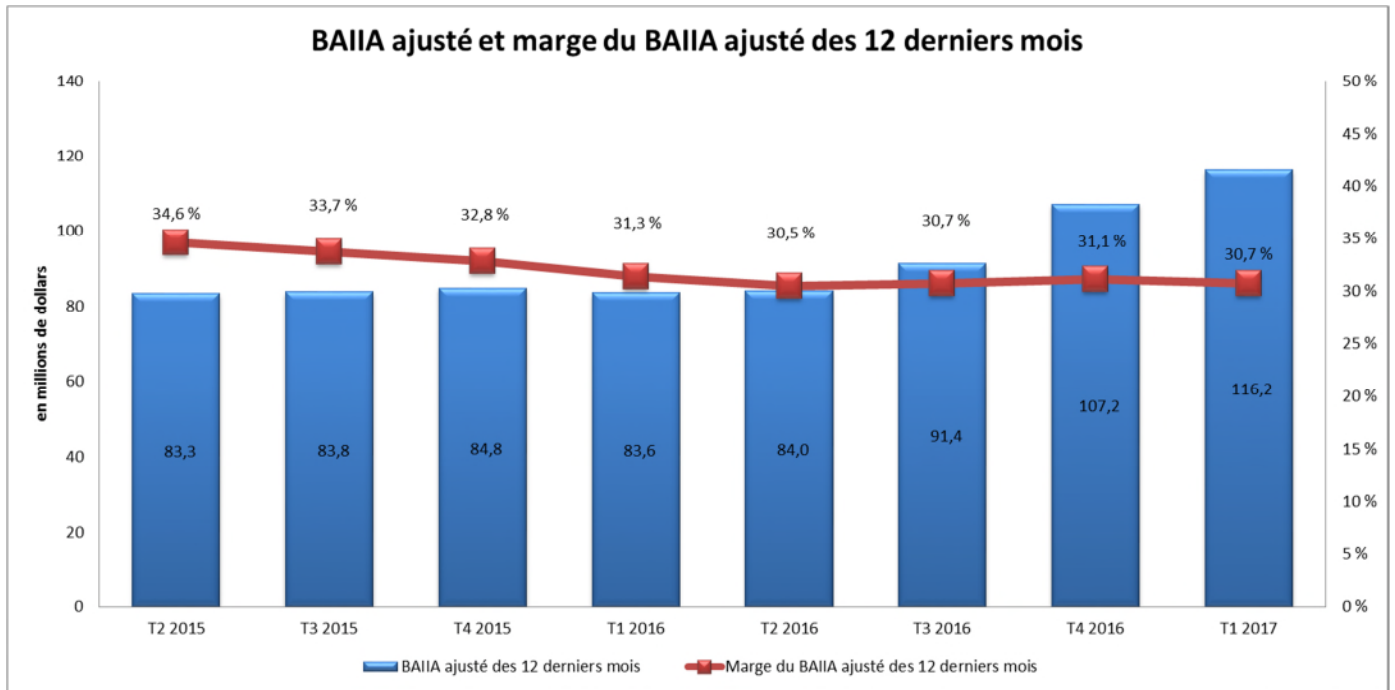
– Les fonds composés et les fonds en gestion commune ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.

– Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

PRINCIPALES TENDANCES

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat ajusté par action et les dividendes pour les 12 derniers mois. L'analyse de ces tendances est présentée sous la rubrique *Analyse des résultats et des tendances*, à la page 26.





POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2017

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 24,1 milliards de dollars, ou 25 %, pour se fixer à 122,1 milliards de dollars au 31 mars 2017, contre des actifs sous gestion de 98,0 milliards de dollars au 31 mars 2016.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017 se sont accrus de 34,1 millions de dollars, ou 52 %, pour s'établir à 100,0 millions de dollars par rapport aux 65,9 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 0,5 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 0,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 24,4 millions de dollars, ou 45 %, pour se chiffrer à 78,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, alors qu'ils avaient été de 53,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté a progressé de 9,0 millions de dollars, ou 56 %, pour atteindre 25,2 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 16,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,31 \$ (de base) et à 0,30 \$ (dilué) pour le premier trimestre de 2016, contre 0,22 \$ (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le premier trimestre clos le 31 mars 2017 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 4,4 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), en baisse de 2,9 millions de dollars, ou 39 %, par rapport à celui du premier trimestre clos le 31 mars 2016, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 7,3 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017 s'est élevé à 20,7 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), contre 17,0 millions de dollars, ou 0,23 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2016.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 5,2 milliards de dollars, ou 4,4 %, pour se fixer à 122,1 milliards de dollars au 31 mars 2017, contre 116,9 milliards de dollars au 31 décembre 2016.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017 ont augmenté de 10,6 millions de dollars, ou 12 %, pour s'établir à 100,0 millions de dollars par rapport aux 89,4 millions de dollars du trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.
- › Les honoraires de performance ont été de 0,5 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 31,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Ces honoraires sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont diminué de 7,5 millions de dollars, ou 9 %, pour se chiffrer à 78,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, alors qu'ils avaient été de 85,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.
- › Le BAIIA ajusté a reculé de 16,4 millions de dollars, ou 39 %, pour atteindre 25,2 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 41,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,31 \$ (de base) et à 0,30 \$ (dilué) pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 0,52 \$ (de base) et 0,51 \$ (dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.
- › Le premier trimestre clos le 31 mars 2017 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 4,4 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), en baisse de 0,8 million de dollars, ou 15 %, par rapport à celui du trimestre précédent clos le 31 décembre 2016, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 5,2 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base) et 0,06 \$ par action (dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017 s'est élevé à 20,7 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), contre 31,5 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action (de base) et 0,38 \$ par action (dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 1 – États du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	31 MARS 2017	31 DÉCEMBRE 2016	31 MARS 2016	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Actifs sous gestion	122 063	116 925	97 988	5 138	24 075

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2017	LE 31 DÉCEMBRE 2016	LE 31 MARS 2016	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	96 308	85 085	63 415	11 223	32 893
Honoraires de performance – actifs traditionnels	527	5 246	289	(4 719)	238
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	5	26 341	83	(26 336)	(78)
Autres revenus	3 734	4 296	2 497	(562)	1 237
Total des produits	100 574	120 968	66 284	(20 394)	34 290
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	77 152	84 407	52 794	7 255	(24 358)
Frais des gestionnaires externes	896	1 172	883	276	(13)
Amortissement des immobilisations corporelles	931	894	831	(37)	(100)
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 935	16 366	7 545	5 431	(3 390)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	2 549	4 175	2 390	1 626	(159)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	1 308	1 072	704	(236)	(604)
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	1 076	805	518	(271)	(558)
Frais d'acquisition	1 718	3 160	3 708	1 442	1 990
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés – (augmentation)/diminution	(372)	1 078	(354)	1 450	18
Profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise	–	–	(15 013)	–	(15 013)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	–	7 921	–	7 921
Perte sur la cession de filiales	–	8	–	8	–
Autres (produits) charges ³⁾	(4)	(556)	(61)	(552)	(57)
Total des charges, montant net	96 189	112 581	61 866	16 392	(34 323)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	4 385	8 387	4 418	(4 002)	(33)
Impôt sur le résultat	32	3 142	506	3 110	474
Résultat net	4 353	5 245	3 912	(892)	441
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	4 428	5 203	7 280	(775)	(2 852)
À la participation ne donnant pas le contrôle	(75)	42	(3 368)	(117)	3 293
Résultat net	4 353	5 245	3 912	(892)	441
PAR ACTION (DE BASE)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,31	0,52	0,22	(0,21)	0,09
Résultat net	0,05	0,07	0,10	(0,02)	(0,05)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,25	0,40	0,23	(0,15)	(0,05)
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,30	0,51	0,22	(0,21)	0,08
Résultat net	0,05	0,06	0,10	(0,01)	(0,05)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,25	0,38	0,23	(0,13)	(0,05)

¹⁾ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 43.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « Profit sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 2 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	31 MARS 2017	31 DÉCEMBRE 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	52 191	49 742
Débiteurs	85 345	116 401
Autres actifs courants	8 995	6 547
Total des actifs courants	146 531	172 690
Immobilisations incorporelles	446 047	458 760
Goodwill	539 810	541 030
Autres actifs non courants	20 189	20 675
Total des actifs	1 152 577	1 193 155
Créditeurs et charges à payer	46 655	89 160
Autres passifs courants	32 612	25 575
Total des passifs courants	79 267	114 735
Impôt sur le résultat différé	13 157	15 394
Dettes à long terme	433 541	429 140
Obligations au titre du prix d'achat	20 742	21 498
Autres passifs non courants	16 395	15 743
Total des passifs	563 102	596 510
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	559 066	566 236
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	30 409	30 409
	589 475	596 645
Total des passifs et des capitaux propres	1 152 577	1 193 155

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du niveau des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du niveau des retraits (« perdus »); iii) du niveau des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou d'une cession d'entreprise (« cession »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période. Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises réalisés par Fiera Capital au cours de l'exercice précédent. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit.

Les tableaux 3 et 4 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion¹⁾ (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 MARS 2017	LE 31 DÉCEMBRE 2016	LE 31 MARS 2016
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	116 925	112 465	101 431
Variation nette	5 138	1 248	(2 077)
Acquisitions (cession)/ajustements	–	3 212	(1 366)
Actifs sous gestion à la clôture de la période	122 063	116 925	97 988
Actifs sous gestion moyens	119 726	114 064	98 223

¹⁾ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2016	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	31 MARS 2017
Marchés institutionnels	58 264	1 588	(1 008)	1 214	2 046	2	–	62 106
Gestion privée	25 383	377	(66)	(77)	747	(100)	–	26 264
Marché des conseillers aux investisseurs	33 278	446	(900)	(150)	1 056	(37)	–	33 693
Actifs sous gestion à la clôture de la période	116 925	2 411	(1 974)	987	3 849	(135)	–	122 063

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

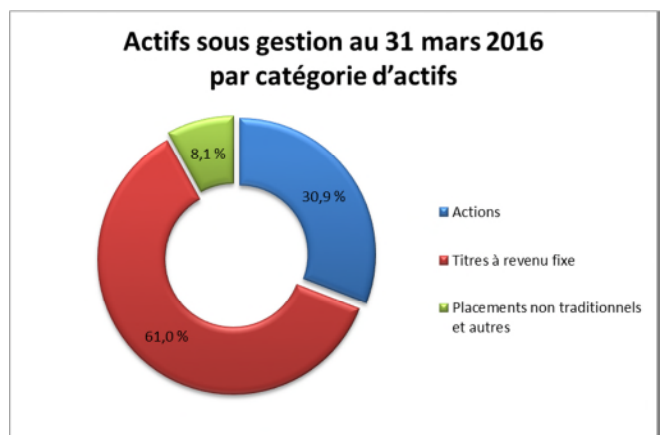
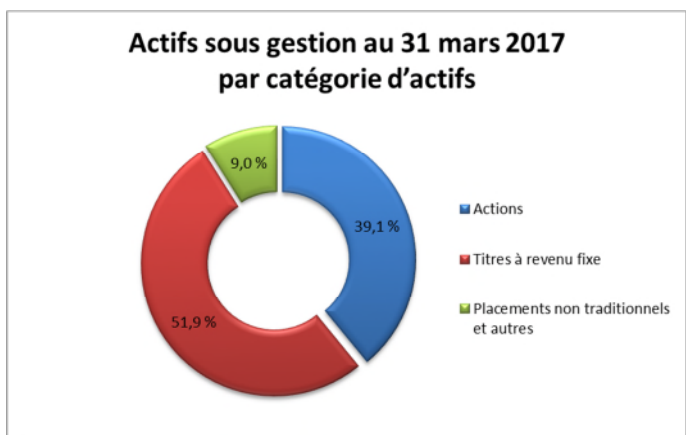
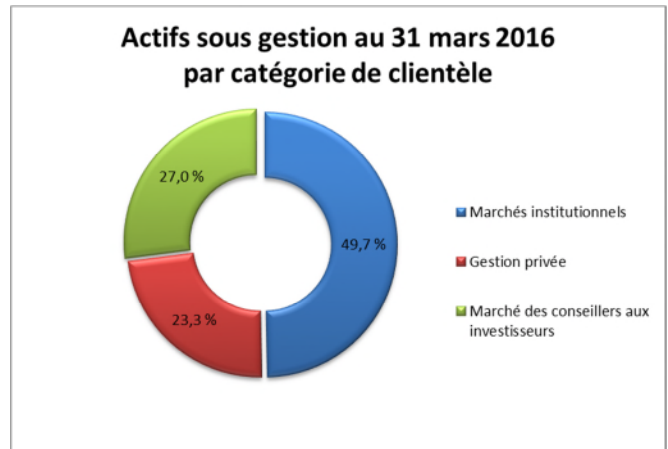
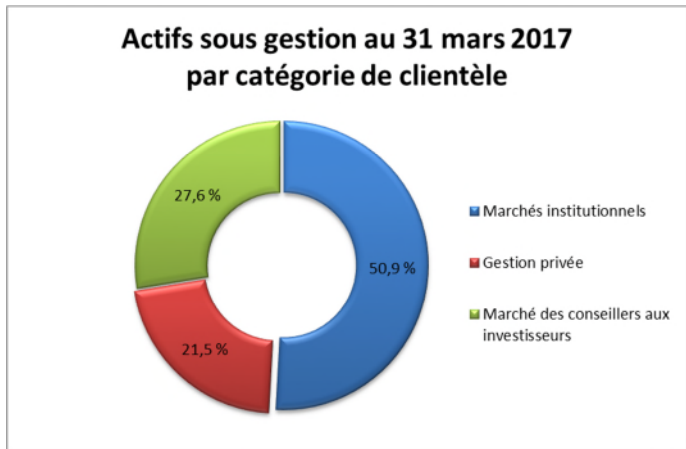
Le total des actifs sous gestion a augmenté de 5,2 milliards de dollars, ou 4,4 %, pour s'établir à 122,1 milliards de dollars au 31 mars 2017, contre 116,9 milliards de dollars au 31 décembre 2016. Cette augmentation s'explique principalement par une appréciation des marchés de 3,9 milliards de dollars, combinée à de nouveaux mandats de 2,4 milliards de dollars et à des contributions nettes positives de 1,0 milliard de dollars. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été en partie annulées par des mandats perdus de 2,0 milliards de dollars et par l'incidence défavorable des profits de change sur le dollar américain de 0,1 milliard de dollars au cours du trimestre.

Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont augmenté de 3,8 milliards de dollars, ou 6,6 %, pour s'établir à 62,1 milliards de dollars au 31 mars 2017, contre 58,3 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Cette augmentation est attribuable à l'appréciation des marchés de 2,0 milliards de dollars, au financement de nouveaux mandats et aux contributions nettes positives totalisant 2,8 milliards de dollars, généralement dans l'ensemble des stratégies de placement Actions mondiales et Actions internationales de l'ensemble de la Société ainsi que dans les mandats Investissements guidés par le passif et Équilibré. Ces augmentations ont été en partie annulées par des pertes de clients s'élevant à 1,0 milliard de dollars, en raison principalement de clients qui ont adopté des stratégies d'atténuation des risques ainsi que de la consolidation des fournisseurs de gestion de placement.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,9 milliard de dollars, ou 3,5 %, pour atteindre 26,3 milliards de dollars au 31 mars 2017, contre 25,4 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Cette hausse est avant tout attribuable à l'appréciation des marchés de 0,7 milliard de dollars, combinée à de nouveaux mandats nets de 0,2 milliard de dollars obtenus essentiellement aux États-Unis au cours du trimestre.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une hausse de 0,4 milliard de dollars, ou 1,2 %, pour s'établir à 33,7 milliards de dollars au 31 mars 2017, contre 33,3 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Cette hausse est principalement attribuable à l'appréciation des marchés de 1,1 milliard de dollars, combinée à de nouveaux mandats de 0,4 milliard de dollars obtenus essentiellement en Europe et aux États-Unis, en partie contrebalancée par des mandats perdus et des contributions nettes négatives totalisant respectivement 0,9 milliard de dollars et 0,1 milliard de dollars. Les mandats perdus pour la période découlent surtout de la perte d'un fonds important pour lequel les honoraires étaient calculés en fonction de points de base peu élevés.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 31 mars 2017 et au 31 mars 2016.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus comprennent les frais de courtage et honoraires de consultation ainsi que les revenus non récurrents, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion.

Tableau 5 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2017	LE 31 DÉCEMBRE 2016	LE 31 MARS 2016	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	42 529	37 347	24 993	5 182	17 536
Gestion privée	26 774	25 463	24 616	1 311	2 158
Marché des conseillers aux investisseurs	27 005	22 275	13 806	4 730	13 199
Total des honoraires de gestion	96 308	85 085	63 415	11 223	32 893
Honoraires de performance					
– actifs traditionnels	527	5 246	289	(4 719)	238
Honoraires de performance					
– actifs non traditionnels	5	26 341	83	(26 336)	(78)
Total des honoraires de performance	532	31 587	372	(31 055)	160
Autres revenus	3 734	4 296	2 497	(562)	1 238
Total des produits	100 574	120 968	66 284	(20 394)	34 291

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, les produits se sont accrus de 34,3 millions de dollars, ou 52 %, pour se fixer à 100,6 millions de dollars, contre 66,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement à l'acquisition d'Apex et de Charlemagne ainsi qu'à l'inclusion de la division Alternative, combinées à la croissance interne provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 32,9 millions de dollars, ou 52 %, pour atteindre 96,3 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 63,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017 ont augmenté de 17,5 millions de dollars, ou 70 %, pour se fixer à 42,5 millions de dollars, comparativement à 25,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement à l'inclusion des acquisitions suivantes vers le milieu et la fin de 2016 : Apex, Centria, Fiera Immobilier, Fiera Infrastructure et Charlemagne. Les produits additionnels attribuables à la hausse des actifs sous gestion nets découlant de l'obtention de nouveaux mandats, notamment aux États-Unis et au Canada, et de l'appréciation des marchés au cours du premier trimestre de 2017 ont contribué à la croissance des produits.

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 2,2 millions de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 26,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 24,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par les produits plus élevés tirés de la division Bel Air aux États-Unis et de la gestion privée au Canada attribuables à la hausse des actifs sous gestion découlant surtout de l'obtention de nouveaux mandats.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 13,2 millions de dollars, ou 96 %, au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2017, pour se chiffrer à 27,0 millions de dollars, contre 13,8 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement de l'inclusion des produits provenant des acquisitions d'Apex et de Charlemagne.

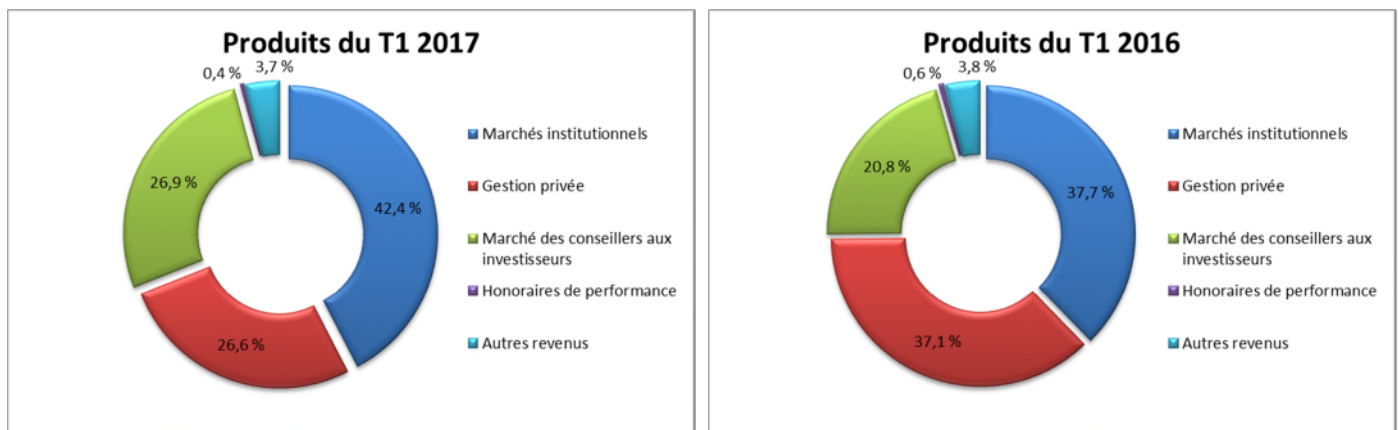
Honoraires de performance

Les honoraires de performance sont demeurés stables à 0,5 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 0,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 1,2 million de dollars, ou 50 %, pour s'élever à 3,7 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 2,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable essentiellement aux produits additionnels tirés de Centria et de Fiera Immobilier, combinés à la hausse des honoraires de consultation et des frais de courtage au premier trimestre de 2017, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 mars 2017 et le 31 mars 2016.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, les produits ont reculé de 20,4 millions de dollars, ou 17 %, pour se fixer à 100,6 millions de dollars, comparativement à 121,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Ce recul s'explique surtout par la baisse des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, qui sont généralement comptabilisés en décembre et en juin de chaque exercice, en partie compensée par des honoraires de gestion plus élevés provenant de tous les types de clientèle.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 11,2 millions de dollars, ou 13 %, pour s'établir à 96,3 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 85,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. La répartition des honoraires de gestion par catégories de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 5,2 millions de dollars, ou 14 %, pour s'établir à 42,5 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 37,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. L'augmentation séquentielle tient surtout du fait de l'inclusion d'un trimestre complet de produits provenant de la société Charlemagne acquise, de la hausse des honoraires de gestion provenant des États-Unis et du Canada au cours de la période par suite de celle des actifs sous gestion attribuable aux nouveaux mandats, combinée à des produits additionnels découlant de la nouvelle division Alternative, notamment Financement Privé et Fiera Infrastructure.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 1,3 million de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 26,8 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2017, par rapport à 25,5 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2016, cette progression étant principalement attribuable aux produits plus élevés tirés des activités aux États-Unis, qui eux s'expliquent par la hausse des actifs sous gestion.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 4,7 millions de dollars, ou 21 %, pour s'élever à 27,0 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 22,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016, ce qui s'explique principalement par l'inclusion d'un trimestre complet de produits provenant de la société Charlemagne acquise.

Honoraires de performance

Le total des honoraires de performance, lesquels sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, s'est chiffré à 0,5 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à 31,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.

Autres revenus

Les autres revenus ont diminué de 0,6 million de dollars, ou 14 %, pour s'élever à 3,7 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 4,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Cette diminution s'explique essentiellement par le résultat moins élevé de la division Alternative.

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives ont monté de 24,4 millions de dollars, ou 46 %, pour s'établir à 77,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017, contre 52,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout imputable à la prise en compte des coûts liés aux acquisitions d'Apex, de Fiera Infrastructure, de Centria, de Fiera Immobilier et de Charlemagne ainsi qu'aux charges plus élevées engagées pour soutenir la croissance de la Société.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives ont diminué de 7,2 millions de dollars, ou 9 %, pour se chiffrer à 77,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017, contre 84,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des charges de rémunération variable liée aux honoraires de performance.

Frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais des gestionnaires externes sont demeurés stables, à 0,9 million de dollars, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais des gestionnaires externes pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017 ont diminué de 0,3 million de dollars, ou 23 %, pour se chiffrer à 0,9 million de dollars, comparativement à ceux de 1,2 million de dollars du trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles a légèrement progressé de 0,1 million de dollars, ou 12 %, pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, pour atteindre 0,9 million de dollars, contre 0,8 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 3,4 millions de dollars, ou 45 %, pour atteindre 10,9 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 7,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, à la suite de l'acquisition d'Apex, de Fiera Immobilier, de Fiera Infrastructure, de Centria et de Charlemagne, ce qui s'est traduit par des immobilisations incorporelles additionnelles.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable à 0,9 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à celui du trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a diminué de 5,5 millions de dollars, ou 33 %, pour s'établir à 10,9 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à 16,4 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2016, ce qui s'explique surtout par l'amortissement accéléré des immobilisations incorporelles en lien avec l'acquisition de Charlemagne comptabilisé au cours du trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières se sont accrus de 0,1 million de dollars, ou 6 %, pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, pour se fixer à 2,5 millions de dollars, contre 2,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse de la dette à long terme a permis de financer les acquisitions d'Apex et de Charlemagne.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont diminué de 1,7 million de dollars, ou 39 %, pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, pour se fixer à 2,5 millions de dollars, contre 4,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. La baisse de la dette à long terme et des autres charges financières s'explique essentiellement par un profit de change de 1,3 million de dollars au premier trimestre de 2017, comparativement à une perte de 0,8 million de dollars inscrite au trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Une charge de 1,3 million de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, en regard d'une charge de 0,7 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Une charge de 1,3 million de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, en regard d'une charge 1,1 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont diminué de 1,4 million de dollars, ou 34 %, pour s'établir à 2,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 4,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration est essentiellement attribuable aux frais d'acquisition plus élevés liés à Apex comptabilisés au premier trimestre de 2016.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont diminué de 1,2 million de dollars, ou 30 %, pour s'établir à 2,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, contre 4,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Cette diminution est essentiellement attribuable au fait que la majorité des frais d'acquisition ont été engagés au quatrième trimestre de 2016.

Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés

La Société a comptabilisé un profit de 0,4 million de dollars lié aux variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à une charge de 1,1 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016 et à un profit de 0,4 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2016.

Profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise

La Société a cédé son placement dans Axiom pour un produit de 20,0 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un profit total de 15,0 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à néant pour le trimestre considéré clos le 31 mars 2016.

Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente

La Société prévoit la vente de ses participations dans les filiales suivantes : Commandité Fiera Quantum Inc., 9276-5072 Québec Inc. et Société en commandite Fiera Quantum. La Société a réévalué les actifs non courants de manière à les ramener à leur valeur comptable ou à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, selon le moins élevé des deux montants, et la réévaluation a donné lieu à un profit de 7,9 millions de dollars comptabilisé au premier trimestre de 2017, comparativement à néant pour le trimestre considéré clos le 31 mars 2016.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté correspond au résultat net avant intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, impôts sur le résultat, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (BAIIA), ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte découlant de la cession de la participation dans des filiales, du profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération hors trésorerie.

La Société estime que le BAIIA ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance d'exploitation sans tenir compte de l'incidence que peuvent avoir les éléments hors exploitation.

Tableau 6 – BAIIA ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 MARS 2017	LE 31 DÉCEMBRE 2016	LE 31 MARS 2016
Résultat net	4 353	5 245	3 912
Impôts sur le résultat	32	3 142	506
Amortissement des immobilisations corporelles	931	894	831
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 935	16 366	7 545
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	2 549	4 175	2 390
BAIIA	18 800	29 822	15 184
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	1 076	805	518
Frais d'acquisition	1 718	3 160	3 708
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	1 308	1 072	704
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(372)	1 078	(354)
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	(4)	(556)	16
Perte découlant de la cession de la participation dans des filiales	–	8	–
Profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise	–	–	(15 013)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	–	7 921
Quote-part du résultat net des coentreprises	–	–	(77)
Rémunération hors trésorerie	2 673	6 210	3 550
BAIIA ajusté	25 199	41 599	16 157
Par action (de base) ²⁾	0,31	0,52	0,22
Par action (dilué) ²⁾	0,30	0,51	0,22

¹⁾ Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 43.

²⁾ Le BAIIA ajusté comprend le BAIIA attribuable aux actionnaires de la Société et à la participation ne donnant pas le contrôle.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, le BAIIA ajusté a été en hausse de 9,0 millions de dollars, ou 56 %, pour atteindre 25,2 millions de dollars, ou 0,31 \$ par action (de base) et 0,30 \$ par action (dilué), contre 16,2 millions de dollars, ou 0,22 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du premier trimestre clos le 31 mars 2017 a été caractérisé par la hausse des produits eu égard à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des honoraires de gestion par suite des acquisitions d'Apex, de Fiera Immobilier, de Fiera Infrastructure, de Centria et de Charlemagne. Toutefois, cette progression a été en partie contrebalancée par une augmentation de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, le BAIIA ajusté a reculé de 16,4 millions de dollars, ou 39 %, pour s'établir à 25,2 millions de dollars, soit 0,31 \$ par action (de base) et 0,30 \$ par action (dilué), contre 41,6 millions de dollars, ou 0,52 \$ par action (de base) et 0,51 \$ par action (dilué), au trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Ce recul est avant tout attribuable à la diminution des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, en partie compensée par la hausse des honoraires de gestion par suite des acquisitions de Centria et de Charlemagne et par la croissance interne.

En outre, le premier trimestre de l'exercice comporte généralement des charges de rémunération variables plus élevées en raison des charges sociales et des avantages sociaux.

Résultat net

Tableau 7 – Résultat net et résultat net ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 MARS 2017	LE 31 DÉCEMBRE 2016	LE 31 MARS 2016
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	4 428	5 203	7 280
Amortissement des immobilisations corporelles	931	894	831
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 935	16 366	7 545
Éléments de rémunération hors trésorerie	2 673	6 210	3 550
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés ^{*)}	(372)	1 078	(354)
Éléments hors trésorerie	14 167	24 548	11 572
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ^{*)}	1 076	805	518
Frais d'acquisition ^{*)}	1 718	3 160	3 708
Profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise ^{*)}	–	–	(15 013)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente ^{*)}	–	–	7 921
Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise et réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	2 794	3 966	(2 866)
Résultat net ajusté avant l'impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)}	21 389	33 716	15 986
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)}	727	2 233	(966)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	20 662	31 483	16 952
Par action (de base)			
Résultat net	0,05	0,07	0,10
Résultat net ajusté	0,25	0,40	0,23
Par action (dilué)			
Résultat net	0,05	0,06	0,10
Résultat net ajusté	0,25	0,38	0,23

¹⁾ Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 43.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 4,4 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), contre 7,3 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique surtout par un profit non récurrent sur la cession d'un placement dans des coentreprises liées à Axium comptabilisé au premier trimestre de 2016, comparativement à néant pour le trimestre considéré clos le 31 mars 2017.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 4,4 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), contre 5,2 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base) et 0,06 \$ par action (dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Cette diminution du résultat net s'explique surtout par la baisse des honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en

juin et en décembre de chaque année, compensée en partie par la hausse des honoraires de gestion attribuable à la progression des actifs sous gestion à la suite de la croissance interne et des acquisitions de Charlemagne et de Centria.

Résultat net ajusté

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, la variation après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2017, des éléments hors trésorerie de 14,3 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (14,2 millions de dollars avant impôt), ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition, des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 2,0 millions de dollars, ou 0,02 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (2,8 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 20,7 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017.

Au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2016, des éléments hors trésorerie de 11,7 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (11,6 millions de dollars avant impôt), ou 0,16 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition, des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, un profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente de (2,0 millions de dollars), ou (0,03 \$) par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat [(2,9 millions de dollars) avant impôt], ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 17,0 millions de dollars, ou 0,23 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2016.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2016, des éléments hors trésorerie de 23,5 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (24,5 millions de dollars avant impôt), ou 0,30 \$ par action (de base) et 0,29 \$ par action (dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 2,8 millions de dollars, ou 0,03 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (4,0 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 31,5 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action (de base) et 0,38 \$ par action (dilué), pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2016, comparativement à 20,7 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

Tableau 8 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois ³⁾	T1 31 mars 2017	T4 31 déc. 2016	T3 30 sept. 2016	T2 30 juin 2016	T1 31 mars 2016	T4 31 déc. 2015	T3 30 sept. 2015	T2 30 juin 2015
Actifs sous gestion	116 432	122 063	116 925	112 465	109 136	97 988	101 431	88 759	90 291
Total des produits	378 434	100 574	120 968	81 909	74 983	66 284	73 999	60 214	66 143
BAIIA ajusté ¹⁾	116 239	25 199	41 599	25 931	23 510	16 157	25 757	18 608	23 050
Marge du BAIIA ajusté	30,7 %	25,1 %	34,4 %	31,7 %	31,4 %	24,4 %	34,8 %	30,9 %	34,8 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	17 925	4 428	5 203	393	7 901	7 280	9 678	6 700	7 541
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,48	0,31	0,52	0,33	0,32	0,22	0,36	0,27	0,33
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,24	0,05	0,07	0,01	0,11	0,10	0,14	0,10	0,11
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,20	0,25	0,40	0,23	0,32	0,23	0,30	0,25	0,26
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,46	0,30	0,51	0,33	0,32	0,22	0,36	0,27	0,33
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,23	0,05	0,06	0,01	0,11	0,10	0,13	0,10	0,11
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,18	0,25	0,38	0,23	0,32	0,23	0,29	0,25	0,26
PAR ACTION (DILUÉ) (compte tenu de la rémunération hors trésorerie et des options attribuées)²⁾									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,35	0,28	0,47	0,31	0,29	0,21	0,33	0,25	0,30
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,21	0,05	0,06	0,00	0,10	0,09	0,12	0,09	0,10
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,10	0,23	0,36	0,21	0,30	0,22	0,27	0,23	0,24

¹⁾ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 43.

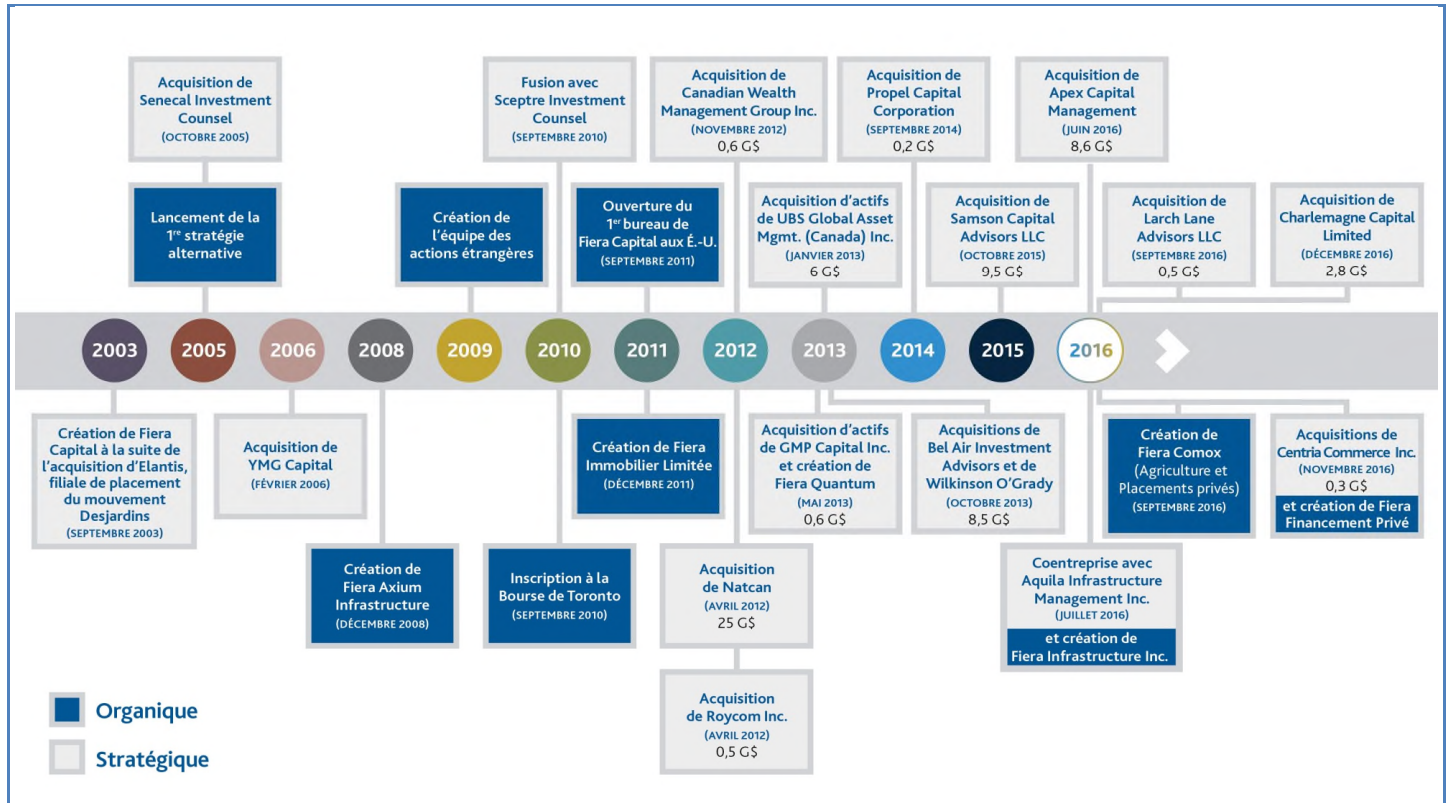
²⁾ Cette analyse présume que les droits au titre de toutes les attributions fondées sur des actions en circulation seront acquis et réglés en actions de la Société.

³⁾ Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Analyse des résultats et des tendances

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises, dans l'évolution de la Société depuis sa création.



Actifs sous gestion

Le trimestre considéré a été caractérisé par une progression des actifs sous gestion en regard du quatrième trimestre de 2016, en raison surtout de l'appréciation des marchés et des nouveaux dépôts nets au cours de la période.

Au trimestre précédent clos le 31 décembre 2016, les actifs sous gestion avaient affiché une progression en regard du trimestre précédent, surtout en raison des nouveaux mandats obtenus au cours du trimestre, combinés à l'inclusion des actifs sous gestion de Charlemagne, ce qui a été atténué par la perte de mandats et par la dépréciation des marchés au cours de la période.

Au trimestre clos le 30 septembre 2016, les actifs sous gestion avaient enregistré une hausse par rapport au trimestre clos le 30 juin 2016, en raison principalement de l'appréciation des marchés, combinée à l'inclusion des actifs sous gestion de Larch Lane et d'Aquila au cours de la période.

Au trimestre clos le 30 juin 2016, les actifs sous gestion avaient enregistré une hausse par rapport à ceux du trimestre clos le 31 mars 2016, en raison essentiellement de l'inclusion d'Apex, combinée à l'appréciation des marchés au cours de la période.

Les actifs sous gestion ont reculé au cours du trimestre clos le 31 mars 2016 en regard du trimestre clos le 31 décembre 2015, surtout en raison du dessaisissement d’Axiom, combiné à l’incidence négative du taux de change du dollar américain, à la contribution nette négative et aux mandats perdus. Ces diminutions des actifs sous gestion ont été en partie compensées par les nouveaux mandats obtenus, notamment dans les secteurs Marchés institutionnels et Gestion privée, et par l’appréciation des marchés au cours de la période.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2015, les actifs sous gestion ont affiché une progression en regard du trimestre clos le 30 septembre 2015, surtout en raison de l’acquisition de Samson et des nouveaux mandats obtenus au cours du trimestre, notamment dans le secteur Marchés institutionnels aux États-Unis, combinés à l’appréciation des marchés et à l’incidence positive du taux de change du dollar américain, en partie compensés par les mandats perdus et la contribution nette négative au cours de la période.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015, les actifs sous gestion ont enregistré un recul en regard du trimestre clos le 30 juin 2015, surtout en raison de la dépréciation des marchés et des mandats perdus, et ce, malgré une hausse des encaissements nets au cours de la période et l’incidence favorable du taux de change du dollar américain. Finalement, au trimestre clos le 30 juin 2015, les actifs sous gestion ont diminué par rapport au trimestre clos le 31 mars 2015, principalement en raison de la dépréciation des marchés, combinée aux mandats perdus, en partie compensés par les nouveaux mandats obtenus au cours du trimestre.

Produits

Depuis l’acquisition de Bel Air et de Wilkinson O’Grady à la fin de 2013, les produits que génère la Société sont répartis de façon équilibrée entre les secteurs Marchés institutionnels, Marché des conseillers aux investisseurs et Gestion privée et, depuis, ils ne cessent de croître, pour ce qui est des clients des marchés internationaux. Notamment, les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels des États-Unis ont progressé grâce à l’obtention de nouveaux mandats.

Le trimestre écoulé a été caractérisé par une augmentation des frais de gestion par suite de la comptabilisation d’un trimestre complet de produits provenant de Charlemagne et de Centria, combinée à la croissance interne, notamment de la clientèle des Marchés institutionnels des États-Unis et du Canada. Ces augmentations ont été contrebalancées par la baisse des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, qui sont d’ordinaire comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016 a affiché une augmentation des produits qui s’explique principalement par la hausse des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, conjuguée à des honoraires de gestion plus élevés découlant de l’augmentation des actifs sous gestion par suite de la croissance interne et de l’acquisition de Charlemagne.

Le trimestre clos le 30 septembre 2016 a affiché une augmentation des produits, en grande partie en raison de la hausse des honoraires de gestion à la suite de l’inclusion d’un trimestre entier des produits provenant d’Apex, en partie contrebalancée par la baisse des honoraires de performance.

Le trimestre clos le 30 juin 2016 a affiché une augmentation des produits qui s’explique principalement par la hausse des honoraires de gestion à la suite de l’acquisition d’Apex et de l’acquisition du contrôle de Fiera Immobilier, combinées à la hausse des honoraires de performance par rapport au trimestre clos le 31 mars 2016.

Le trimestre clos le 31 mars 2016 a inscrit une diminution des produits découlant essentiellement de la baisse des honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, compensée en partie par la hausse des honoraires de gestion qui a découlé de la comptabilisation pour un trimestre entier des produits provenant de Samson au cours du premier trimestre de 2016, comparativement à deux mois lors du trimestre précédent.

Le trimestre clos le 31 décembre 2015 a affiché une augmentation des produits découlant essentiellement de la hausse des honoraires de performance comptabilisés à la fin de l'exercice, conjuguée à la comptabilisation des produits provenant de l'acquisition de Samson pour deux mois. Le trimestre clos le 30 septembre 2015 affichait une hausse des honoraires de gestion comparativement au trimestre clos le 30 juin 2015, surtout du fait de l'obtention de nouveaux mandats américains vers la fin du deuxième trimestre de 2015, dont les produits ont été comptabilisés au cours du troisième trimestre de 2015, tandis que les honoraires de performance ont inscrit une baisse attribuable au fait qu'ils sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Finalement, les honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, ont progressé au cours du trimestre clos le 30 juin 2015.

BAlIA ajusté

Le BAlIA ajusté a diminué au cours du trimestre considéré par rapport au trimestre précédent clos le 31 décembre 2016, en raison essentiellement de la baisse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels et traditionnels, compensée en partie par la hausse des honoraires de gestion à la suite de la comptabilisation d'un trimestre complet de produits provenant de Charlemagne et de Centria, conjuguée à la croissance interne, notamment de la clientèle des Marchés institutionnels des États-Unis et du Canada. De plus, la rémunération variable est généralement plus élevée au premier trimestre, en raison surtout des charges sociales et des avantages sociaux plus élevés.

Le BAlIA ajusté a augmenté au cours du trimestre précédent clos le 31 décembre 2016, essentiellement en raison de la hausse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels et traditionnels et de celle des honoraires de gestion à la suite de la croissance interne et des acquisitions de Centria et de Charlemagne, facteurs annulés en partie par l'augmentation de l'ensemble des charges d'exploitation engagées pour soutenir la croissance des activités aux États-Unis, y compris les coûts liés à l'acquisition de Charlemagne et à l'expansion de la Société au-delà des frontières, à savoir en Europe.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2016, le BAlIA ajusté a augmenté eu égard à celui du trimestre clos le 30 juin 2016, ce qui s'explique en grande partie par la croissance des honoraires de gestion attribuable à la comptabilisation des activités d'Apex pour un trimestre complet, partiellement contrebalancée par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation et la baisse des honoraires de performance par rapport au trimestre précédent.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2016, le BAlIA ajusté a augmenté eu égard à celui du trimestre clos le 31 mars 2016, ce qui s'explique avant tout par la croissance des honoraires de gestion à la suite de l'acquisition d'Apex, combinée à la progression des honoraires de performance, partiellement contrebalancées par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, le BAlIA ajusté a diminué comparativement à celui du trimestre clos le 31 décembre 2015, ce qui s'explique en grande partie par la baisse des honoraires de performance et par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation, particulièrement en ce qui a trait à la rémunération variable, qui est

généralement plus élevée au premier trimestre de l'exercice, et à la hausse des coûts liés aux récentes acquisitions et aux récents investissements aux États-Unis, facteurs partiellement annulés par la progression des honoraires de gestion.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2015, le BAIIA ajusté a augmenté eu égard à celui du trimestre clos le 30 septembre 2015, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des honoraires de performance et des honoraires de gestion, partiellement annulée par la croissance de l'ensemble des charges d'exploitation. Comparativement au deuxième trimestre de 2015, le BAIIA ajusté a reculé au cours du troisième trimestre de 2015, en raison essentiellement de la baisse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Finalement, le BAIIA ajusté a augmenté au cours du deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015, essentiellement en raison de la hausse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, annulée en partie par l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives liés à la rémunération variable.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté met en rapport le BAIIA ajusté et les produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

La marge du BAIIA ajusté a fluctué dans une fourchette allant de 24,4 % à 34,8 % au cours des huit derniers trimestres. Le premier trimestre de chaque exercice est habituellement celui qui comporte le pourcentage le plus élevé de charges de rémunération variable. De plus, la marge du BAIIA ajusté a tendance à être plus élevée aux deuxième et quatrième trimestres de chaque exercice en raison des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre considéré a été de 25,1 %, en baisse par rapport à celle du trimestre précédent clos le 31 décembre 2016, ce qui est essentiellement attribuable à la baisse des honoraires de performance, partiellement compensée par la hausse des frais de gestion déjà mentionnée.

La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016 a été de 34,4 %, en hausse par rapport à celle du trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels et traditionnels et à celle des honoraires de gestion en raison de la croissance interne et à la suite de l'acquisition de Charlemagne, facteurs annulés en partie par l'augmentation de l'ensemble des charges d'exploitation engagées pour soutenir la croissance de la Société et l'expansion de celle-ci. En outre, les frais d'établissement de la plateforme américaine payés d'avance et les autres coûts liés à l'expansion donneront lieu à des avantages au cours des trimestres à venir.

La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 a été de 31,7 %, en hausse par rapport à celle du trimestre précédent, en raison essentiellement de la progression des honoraires de gestion découlant de la comptabilisation des activités d'Apex pour un trimestre complet, en partie contrebalancée par les charges d'exploitation plus élevées.

La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2016 a été de 31,4 %, en hausse par rapport à celle du trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à la progression des honoraires de gestion à la suite de l'acquisition d'Apex et à la croissance des honoraires de performance comptabilisés au cours du trimestre, en partie contrebalancées par les charges d'exploitation plus élevées. En outre, les frais d'établissement de la plateforme

américaine payés d'avance et les autres coûts liés à l'expansion donneront lieu à des avantages au cours des trimestres à venir.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2016, la marge du BAIIA ajusté s'est établie à 24,4 %, en diminution eu égard à celle du trimestre clos le 31 décembre 2015, essentiellement en raison de la baisse des honoraires de performance, combinée à la hausse des charges d'exploitation, particulièrement en ce qui a trait à la rémunération variable, qui est plus élevée au premier trimestre, ainsi qu'à l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives visant à soutenir la croissance des activités.

Le trimestre clos le 31 décembre 2015 a affiché une marge du BAIIA ajusté de 34,8 %, soit une augmentation par rapport à celle du trimestre clos le 30 septembre 2015, du fait essentiellement de la hausse des honoraires de performance et des honoraires de gestion. Le trimestre clos le 30 septembre 2015 a affiché une marge du BAIIA ajusté de 30,9 % qui s'explique en grande partie par la baisse des honoraires de performance comparativement au trimestre clos le 30 juin 2015, et ce, malgré la hausse des honoraires de gestion comptabilisés au trimestre clos le 30 septembre 2015 eu égard à ceux inscrits au trimestre clos le 30 juin 2015.

Finalement, au cours du trimestre clos le 30 juin 2015, la marge du BAIIA ajusté s'est établie à 34,8 %, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels par rapport à ceux du premier trimestre de 2015.

La marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois s'est établie à 30,7 %, ce qui est comparable à celles de 31,1 % et de 31,3 % présentées au 31 décembre 2016 et au 31 mars 2016, respectivement. Cette marge établie sur les 12 derniers mois neutralise l'incidence du calendrier des honoraires de performance qui, en général, sont comptabilisés au deuxième et au quatrième trimestres de chaque exercice, ainsi que l'incidence de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives des derniers trimestres résultant des diverses acquisitions, et elle donne une meilleure mesure de la performance globale de la Société.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, qui a fluctué dans une fourchette de 0,4 million de dollars à 9,7 millions de dollars au cours des huit derniers trimestres, a subi les effets de diverses mesures qui ont entraîné une hausse des frais de vente et charges générales et administratives ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration. Les honoraires de performance, habituellement comptabilisés au deuxième et au quatrième trimestre de chaque exercice, ont aussi joué dans la fluctuation du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le trimestre considéré a été inférieur à celui du trimestre précédent clos le 31 décembre 2016. Le déclin du résultat net est essentiellement dû à la baisse des honoraires de performance, qui sont d'ordinaire comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, compensée en partie par la hausse des honoraires de gestion découlant de la progression des actifs sous gestion attribuable à la croissance interne et à l'acquisition de Charlemagne et de Centria.

Résultat net ajusté par action attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net ajusté par action attribuable aux actionnaires de la Société est un bon indicateur de la capacité de celle-ci à générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a fluctué dans une

fourchette allant de 0,23 \$ par action (de base et dilué) à 0,40 \$ par action (de base) et 0,38 \$ par action (dilué) au cours des huit derniers trimestres.

Le trimestre considéré a affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,25 \$ par action (de base et dilué) qui s'explique avant tout par la baisse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels et traditionnels, compensée en partie par la hausse des honoraires de gestion découlant de la comptabilisation d'un trimestre complet de produits provenant de Charlemagne et de Centria, conjuguée à la croissance interne, notamment de la clientèle des Marchés institutionnels des États-Unis et du Canada.

Le trimestre précédent clos le 31 décembre 2016 a affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,40 \$ par action (de base) et 0,38 \$ par action (dilué) qui s'explique avant tout par la hausse des honoraires de performance et par celle des honoraires de gestion découlant de la progression des actifs sous gestion attribuable à la croissance interne et à l'acquisition de Charlemagne au cours de la période.

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société du trimestre clos le 30 septembre 2016 s'est établi à 0,23 \$ par action (de base et dilué), ce qui représente un recul par rapport à celui du trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des charges d'exploitation à la suite de l'acquisition d'Apex, de la baisse des honoraires de performance tirés des actifs traditionnels et non traditionnels et de divers coûts non récurrents engagés au cours de la période.

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société du trimestre clos le 30 juin 2016 s'est élevé à 0,32 \$ par action (de base et dilué), ce qui représente une progression par rapport à celui du trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des honoraires de gestion à la suite de l'acquisition d'Apex et de la croissance des honoraires de performance tirés des actifs traditionnels et non traditionnels.

Le trimestre clos le 31 mars 2016 a affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,23 \$ par action (de base et dilué) qui s'explique surtout par la baisse des honoraires de performance et l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives visant à soutenir la croissance des activités, compensées en partie par la croissance des honoraires de gestion qui s'explique par la comptabilisation des activités de Samson pour un trimestre entier, comparativement à deux mois pour le trimestre précédent, en regard du trimestre clos le 31 décembre 2015.

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 0,30 \$ par action (de base) et à 0,29 \$ par action (dilué) pour le trimestre clos le 31 décembre 2015, ce qui s'explique essentiellement par la progression des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, combinée à la hausse des honoraires de gestion découlant des actifs sous gestion moyens plus élevés et de l'inclusion de Samson. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 0,25 \$ par action (de base et dilué), en léger recul par rapport à celui du trimestre précédent, du fait surtout de la diminution des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels. À titre comparatif, il s'était élevé à 0,26 \$ par action (de base et dilué) pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2015.

Finalement, le trimestre clos le 30 juin 2015 s'est soldé par un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,26 \$ par action (de base et dilué), en hausse comparativement à celui du premier trimestre de 2015, en raison principalement de l'augmentation des honoraires de performance tirés des actifs non traditionnels par rapport à ceux du trimestre précédent.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie disponibles à partir des activités d'exploitation supérieurs aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 9 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS	
	LE 31 MARS 2017	LE 31 MARS 2016
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	7 116	(5 668)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(8 965)	16 750
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	3 050	(23 703)
Augmentation nette de la trésorerie	1 201	(12 621)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	16	(820)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	40 110	25 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	41 327	12 284

Activités depuis le début de l'exercice

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 7,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017. Ce montant découle des entrées de trésorerie de 16,1 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la rémunération hors trésorerie, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat ainsi que des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés, combinés à une variation positive des autres passifs non courants de 0,4 million de dollars. Ces éléments ont été contrebalancés par la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 9,3 millions de dollars au cours du trimestre.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 9,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017, en raison essentiellement des sorties de trésorerie de 3,4 millions de dollars liées au paiement de l'obligation au titre du prix d'achat, de 2,8 millions de dollars pour le règlement d'une option de vente, de 1,0 million de dollars pour les investissements et de 1,0 million de dollars pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles au cours de la période.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 3,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017, en raison principalement de l'augmentation de la dette à long terme de 7,4 millions de dollars, en partie contrebalancée par des sorties de trésorerie liées aux paiements d'intérêts sur la dette à long terme et des charges de financement de 3,9 millions de dollars ainsi que des sorties de trésorerie liées au règlement de la rémunération fondée sur des actions de 0,5 million de dollars au cours de la période.

Enfin, l'incidence positive des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères était négligeable pour le trimestre clos le 31 mars 2017.

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 7,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à des sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 5,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation positive des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation découle principalement de la hausse de 9,0 millions de dollars du BAIIA ajusté, tel qu'il est décrit à la rubrique *BAIIA ajusté*, combinée à la variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation et des autres passifs non courants de 3,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017 comparativement à l'exercice précédent.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 9,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017, en regard d'entrées de 16,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart s'explique surtout par le produit de 20,0 millions de dollars sur la cession de participations dans des coentreprises comptabilisée au premier trimestre de 2016, comparativement à néant pour le premier trimestre de 2017, conjugué à la hausse des sorties de trésorerie de 2,1 millions de dollars liées au paiement d'une obligation au titre du prix d'achat et de 2,8 millions de dollars pour le règlement d'options de vente au cours du premier trimestre de 2017 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 3,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017, alors que des sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 23,7 millions de dollars avaient été comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à l'augmentation de la dette à long terme de 24,0 millions de dollars, combinée à des sorties de trésorerie de 1,7 million de dollars liées aux achats d'actions en vue de leur annulation au premier trimestre de 2016, comparativement à néant au premier trimestre de 2017, en partie contrebalancées par les intérêts plus élevés de 1,9 million de dollars payés sur la dette à long terme au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Finalement, l'incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères a eu une incidence favorable de 0,016 million de dollars sur les flux de trésorerie de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2017, contre une incidence défavorable de 0,8 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat en trésorerie

La Société définit le résultat en trésorerie comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et de la rémunération hors trésorerie. Le résultat en trésorerie est un indicateur de notre capacité de verser des dividendes, de poursuivre nos activités et d'investir dans de nouvelles activités. La Société estime que son résultat en trésorerie est une mesure importante d'évaluation de sa performance d'exploitation de base.

Le tableau qui suit présente une ventilation du résultat en trésorerie et du résultat en trésorerie par action pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016.

Tableau 10 – Résultat en trésorerie¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS	
	LE 31 MARS 2017	LE 31 MARS 2016
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	4 428	7 280
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissement des immobilisations corporelles	931	831
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 935	7 545
Rémunération hors trésorerie	2 673	3 550
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(372)	(354)
Résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société	18 595	18 852
Résultat en trésorerie par action (de base)	0,23	0,26
Résultat en trésorerie par action (dilué)	0,22	0,26

¹⁾ Le résultat en trésorerie et le résultat en trésorerie par action ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 43.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles de 11,9 millions de dollars ainsi que la rémunération hors trésorerie et la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de 2,7 millions de dollars et de 0,4 million de dollars, respectivement, ont eu une incidence défavorable sur le résultat net de la Société, comparativement à des montants de 9,8 millions de dollars, de 3,6 millions de dollars et de 0,4 million de dollars, respectivement, pour l'exercice précédent. Compte non tenu de ces éléments, le résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société a atteint 18,6 millions de dollars, ou 0,23 \$ par action (de base) et 0,22 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à 18,9 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Dette à long terme

Tableau 11 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	31 MARS 2017	31 DÉCEMBRE 2016
Facilité à terme	166 525	167 838
Facilité renouvelable	268 030	262 323
Autre facilité	1 922	2 039
Charges de financement différées	(1 639)	(1 777)
	434 838	430 423
Moins la partie courante	(1 297)	(1 283)
Partie non courante	433 541	429 140

Facilité de crédit

Le 31 mai 2016, la Société a conclu la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité à terme et une facilité renouvelable (collectivement, la « facilité de crédit »).

Facilité à terme

L'entente de crédit comprend une facilité à terme de 125 millions de dollars américains (non renouvelable) pour laquelle aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 31 mai 2019, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité à terme est remboursable intégralement.

Au 31 mars 2017, le montant prélevé sur la facilité à terme totalisait 125 millions de dollars américains (166,525 millions de dollars canadiens) [125,0 millions de dollars américains (167,838 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2016].

Facilité renouvelable

La facilité de crédit comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 300,0 millions de dollars canadiens pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains. Selon les modalités de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu sur la facilité renouvelable jusqu'au 25 mars 2020, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité renouvelable est remboursable intégralement.

Au 31 mars 2017, le montant total prélevé sur la facilité renouvelable comprenait des montants de 26,3 millions de dollars canadiens et de 181,452 millions de dollars américains (241,730 millions de dollars canadiens) [montants impayés de 174,0 millions de dollars canadiens et de 65,781 millions de dollars américains (88,323 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2016].

Selon les modalités de l'entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives de la facilité de crédit, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts. Le BAIIA, mesure non conforme aux IFRS, est défini dans la convention de crédit comme étant le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements, les charges non récurrentes et exceptionnelles liées aux acquisitions et d'autres éléments hors trésorerie. Au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives relatives à l'entente de crédit.

Autre facilité

L'une des filiales de la Société a un emprunt bancaire en cours de 1,15 million de dollars à l'égard duquel des versements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens sont requis (respectivement 1,281 million de dollars et 0,131 million de dollars canadiens au 31 décembre 2016). L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel majoré d'une marge se situant entre 0,25 % et 0,50 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (défini dans la convention d'emprunt) et il vient à échéance le 30 juin 2019. Au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016, l'ensemble des clauses restrictives relatives à la dette étaient respectées. Cette filiale dispose aussi d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,75 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % qui s'applique également en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA et n'a pas de date d'échéance fixe. Au 31 mars 2017, la filiale avait prélevé un montant de 0,452 million de dollars de sa ligne de crédit (néant au 31 décembre 2016).

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,8 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,75 %, sans date d'échéance fixe. Au 31 mars 2017, la filiale avait prélevé un montant de 0,32 million de dollars sur la ligne de crédit (0,758 million de dollars au 31 décembre 2016).

Obligations contractuelles et passifs éventuels

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2017, la Société n'avait aucune obligation contractuelle importante autre que celles décrites à la rubrique *Obligations contractuelles* du rapport de gestion pour l'exercice 2016 de la Société.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Arrangements hors bilan

Au 31 mars 2017, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, y compris une garantie ou un dérivé, hormis avec des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

Capital social

Au 31 mars 2017, la Société avait 61 338 301 actions de catégorie A et 19 790 625 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 81 128 926 actions en circulation, contre 51 598 951 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 847 577 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 71 446 528 actions en circulation au 31 mars 2016.

Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

Le tableau ci-après présente les transactions ayant eu lieu au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016 dans le cadre du régime d'options sur actions de la Société.

Tableau 12 – Transactions sur options

	31 MARS 2017		31 MARS 2016	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de la période	2 799 345	10,25	3 040 225	9,58
Attributions	17 000	12,14	41 259	13,33
Exercices	(5 000)	8,44	(216 603)	3,93
Renoncements	(20 645)	13,44	–	–
En circulation à la clôture de l'exercice	2 790 700	10,24	2 864 881	10,06
Options exerçables à la clôture de la période	1 165 022	7,76	1 152 241	7,76

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

La Société a comptabilisé une charge de 0,015 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2017 dans le cadre du régime d'unités d'actions différées (0,031 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2016). Au 31 mars 2017, la Société avait un passif de 0,207 million de dollars relativement à ce régime (0,192 million de dollars au 31 décembre 2016).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

La Société a comptabilisé une charge de 0,760 million de dollars au titre du régime d'UAR pour le trimestre clos le 31 mars 2017 (1,323 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2016). Au 31 mars 2017, la Société avait un passif totalisant 3,841 millions de dollars relativement à ce régime (3,081 millions de dollars au 31 décembre 2016). Au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016, 456 303 UAR étaient en circulation.

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

La Société a comptabilisé une charge de 0,444 million de dollars au titre de ce régime pour le trimestre clos le 31 mars 2017 (néant pour le trimestre clos le 31 mars 2016). Au 31 mars 2017, la Société avait un passif totalisant 0,993 million de dollars relativement à ce régime (549 \$ au 31 décembre 2016).

Régime d'actions assujetties à des restrictions

La Société a comptabilisé une charge de 0,178 million de dollars au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour le trimestre clos le 31 mars 2017 (0,353 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2016).

Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

La Société a comptabilisé une charge de 0,823 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2017 au titre du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (1,086 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2016). Pour le trimestre clos le 31 mars 2017, cette charge est entièrement imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres. Pour le trimestre clos le 31 mars 2016, cette charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de 1,101 million de dollars et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant de (0,015 million de dollars), respectivement.

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, la valeur totale des attributions accordées à des employés admissibles en vertu des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie respectivement à 6,566 millions de dollars et à néant. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, aucun droit afférent à des UALR applicables aux unités d'exploitation n'a été acquis. Un total de 477 043 actions de catégorie A ont été émises au cours du trimestre clos le 31 mars 2017 relativement aux droits afférents à des UALR acquis en 2016.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, 244 878 UALR ont été acquises et réglées. La Société a réglé les UALR acquises au moyen d'un paiement de 4,237 millions de dollars en trésorerie au lieu d'une émission d'actions de catégorie A. La Société a traité la transaction comme un rachat de titres de capitaux propres et a comptabilisé une diminution d'un montant de 4,237 millions de dollars au surplus d'apport. Le règlement en trésorerie de ces UALR découlait de circonstances exceptionnelles. La Société prévoit toujours effectuer le règlement des tranches restantes par l'émission d'actions.

Régime d'UALR

La Société a comptabilisé une charge de 0,408 million de dollars relativement à ce régime d'UALR pour le trimestre clos le 31 mars 2017 (0,448 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2016). Pour ce qui est du trimestre clos le 31 mars 2017, cette charge est entièrement imputable aux attributions réglées en trésorerie [attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de (0,023 million de dollars) et attributions réglées en trésorerie pour un montant de 0,471 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2016]. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, 35 325 actions de catégorie A ont été émises relativement aux UALR acquises en 2016 et une tranche de 0,475 million de dollars a été payée en trésorerie.

Régimes d'options établis par les filiales de la Société

Deux des filiales de la Société maintiennent un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes réglés en trésorerie. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016 s'est respectivement établie à 0,169 million de dollars et à néant. Le passif dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 1,457 million de dollars, montant présenté dans les états de la situation financière au 31 mars 2017 (1,297 million de dollars au 31 décembre 2016).

Transactions avec des parties liées

La Société a effectué les transactions importantes suivantes avec des actionnaires et des sociétés qui leur sont liées :

Tableau 13 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS	
	LE 31 MARS 2017	LE 31 MARS 2016
Honoraires de gestion, honoraires de performance et autres revenus	11 346	12 008
Frais de vente et charges générales et administratives		
Frais de référence	409	379
Autres	122	588
Intérêts sur la dette à long terme	3 692	1 976
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(372)	(354)

Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

Les sommes à payer aux termes de la facilité de crédit de la Société présentées sous la rubrique *Dette à long terme* sont des montants dus à un consortium de prêteurs qui comprennent deux parties liées à la Société. La contrepartie des instruments financiers dérivés dans le tableau présenté est une société liée.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef de la direction financière, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mars 2017 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces.

Limitation de l'étendue de la conception

Le 1^{er} juin, le 10 novembre et le 14 décembre 2016, la Société a respectivement acquis la totalité des actions émises et en circulation d'Apex Capital Management (« Apex »), de Centria (« Centria ») et de Charlemagne Capital Limited (« Charlemagne »). Tous les contrôles relatifs à Apex seront entièrement intégrés à la filiale américaine au deuxième trimestre de 2017. Quant à Charlemagne et à Centria, une analyse préalable a été réalisée et elles seront soumises à un processus de sous-certification complet à compter du quatrième trimestre de 2017. Au cours des mois à venir, la direction effectuera un examen de la conception des CIIF de Centria et de Charlemagne et évaluera leur efficacité au quatrième trimestre de 2017.

Au 31 mars 2017, les risques étaient toutefois atténués, puisque la direction était pleinement informée de tout événement important touchant ces acquisitions. De plus, tous les actifs acquis et les passifs repris ont fait l'objet d'une évaluation et ont été comptabilisés dans les états financiers consolidés lors du processus de répartition du prix d'achat et les résultats d'exploitation d'Apex, de Centria et de Charlemagne ont aussi été inclus dans les résultats consolidés de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque lié à la fluctuation des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Une analyse des risques et de la gestion de ces risques est présentée à la rubrique *Instruments financiers* du rapport de gestion pour l'exercice 2016 de la Société. La Société n'a relevé aucun changement important aux facteurs de risque touchant ses activités ni à la gestion de ces risques.

GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose du capital social, y compris les actions assujetties à des restrictions, (du déficit) des résultats non distribués et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, la Société et l'une de ses filiales se sont conformées à leurs calculs respectifs d'excédent du fonds de roulement, tel qu'il est requis par le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, ces calculs étant effectués sur une base non consolidée. La Société et ses filiales se sont conformées à leurs clauses restrictives en vertu des diverses facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2017. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

Adoption de nouvelles IFRS

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers.

Modifications de l'IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers à l'égard des activités de financement d'une entité.

Modifications de l'IAS 12, Impôts sur le résultat

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Les modifications visent à clarifier la comptabilisation des actifs d'impôt différé lorsqu'un actif est évalué à la juste valeur et que celle-ci est inférieure à la valeur fiscale de l'actif en question.

Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2014-2016)

En décembre 2016, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues du cycle 2014-2016. Les prises de position ont porté sur des modifications apportées afin de clarifier le champ d'application de l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*.

IFRS publiées mais non encore adoptées

La Société n'a pas appliqué les IFRS nouvelles et révisées suivantes, qui sont publiées, mais qui n'ont pas encore été adoptées :

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a finalisé l'IFRS 9, *Instruments financiers*, combinant les étapes portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture du projet de l'IASB. L'IFRS 9 établit un modèle unique devant servir au classement et à l'évaluation des actifs financiers en fonction à la fois des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et du modèle économique qui consiste à détenir des actifs financiers. De plus, l'IFRS 9 prescrit un nouveau modèle de dépréciation applicable aux actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette version intègre un nouveau modèle de dépréciation des pertes attendues et apporte des modifications de portée restreinte au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 remplace l'IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, et doit être obligatoirement appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette norme doit être appliquée de manière rétrospective et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme établit un cadre de référence général pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, à l'exception des contrats inclus dans le champ d'application des normes qui portent sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers.

En avril 2016, l'IASB a publié des clarifications de l'IFRS 15 qui fournissent des précisions sur la comptabilisation des produits relativement à l'identification des obligations de prestation, à l'application de directives en vue de déterminer si l'entité agit pour son propre compte ou comme mandataire et aux licences de propriété intellectuelle, et qui fournissent des mesures d'allègement transitoire à l'égard des contrats modifiés et des contrats achevés.

L'adoption de l'IFRS 15 est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Les entités ont le choix entre une application rétrospective intégrale ou une application prospective tout en intégrant des informations à fournir additionnelles. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB pour les contrats de location, soit l'IAS 17, qui exigeait que les preneurs et les bailleurs classent leurs contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et les comptabilisent différemment selon le type de contrat. L'IFRS 16 établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation de l'information concernant les contrats de location. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique pour les preneurs, où ceux-ci sont tenus de comptabiliser des actifs et des passifs pour tous les contrats de location de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise uniquement pour les entités qui appliquent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Modifications de l'IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications clarifient le classement et l'évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Modifications de l'IAS 40, Immeubles de placement

En décembre 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 40, *Immeubles de placement*, afin de clarifier la comptabilisation des transferts de biens vers, ou depuis, les immeubles de placement. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié l'IFRIC 22, *Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée*, afin de préciser le cours de change qui doit être utilisé pour les transactions comportant l'encaissement ou le paiement d'une contrepartie anticipée en monnaie étrangère. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA ajusté correspond au résultat net avant intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, impôts sur le résultat, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (BAIIA), ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte découlant de la cession de la participation dans des filiales, du profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération hors trésorerie.

Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt, le profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise après impôts et la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Le résultat en trésorerie correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement. Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Bien que nous considérions les éléments

exclus du calcul des mesures non conformes aux IFRS comme des éléments non récurrents et moins pertinents aux fins de l'évaluation de notre performance, certains de ces éléments pourraient se reproduire et ainsi réduire notre trésorerie disponible. À notre avis, la présentation des mesures non conformes aux IFRS décrites précédemment est ici indiquée. Cependant, comme ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires. En outre, comme il est possible que d'autres entreprises calculent des mesures non conformes aux IFRS différemment, ces mesures ne peuvent donc pas nécessairement être comparées avec des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2016 de la Société, sous la rubrique *Risques liés aux activités*. La Société n'a pas observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

